

## **Khan al Ahmar : qui mettra enfin un coup d'arrêt à 70 ans de nettoyage ethnique en Palestine ?**

Il y a 70 ans l'armée du tout jeune État d'Israël, s'acharnait méthodiquement à vider de sa population palestinienne la partie de la Palestine que l'ONU avait décidé d'offrir au mouvement sioniste pour créer un État juif, c'était la Nakba, la catastrophe pour le Palestiniens : 80% de la population palestinienne de ce territoire s'est retrouvée exilée et réfugiée.

Depuis 70 ans l'État d'Israël n'a cessé de poursuivre ce nettoyage ethnique de la Palestine s'appuyant sur un arsenal législatif qui n'a que faire des droits humains ou du droit international.

Aujourd'hui, 70 ans après la Nakba, et particulièrement en cette année 2018, Israël se sent pousser des ailes avec le soutien inconditionnel de Donald Trump qui approuve l'une après l'autre toutes les violations du droit par Israël à commencer par l'occupation et l'annexion illégale de Jérusalem-Est.

Nier les droits nationaux du peuple palestinien et empêcher tout avènement d'un État de Palestine, tel est bien l'objectif des politiques israéliennes et étasuniennes.

Symbole de la Nakba qui se perpétue depuis 70 ans, le village de Khan al Ahmar, situé à l'Est de Jérusalem, où vit, harcelée depuis des années par l'armée israélienne d'occupation et dans le plus profond dénuement, une population bédouine déjà déplacée il y a 70 ans. Cette zone est particulièrement stratégique : si Israël va au bout du processus d'annexion en cours, la Cisjordanie sera coupée en deux, accélérant ainsi la politique de morcellement et de dépossession du territoire palestinien menée méthodiquement par le pouvoir israélien.

Jusqu'à maintenant la résistance palestinienne, la solidarité internationale et la mobilisation de la diplomatie - notamment française et européenne - ont empêché qu'Israël détruise le village et s'empare de ses terres. On aura noté il y a quelques semaines la présence des consuls sur place, s'opposant physiquement à l'avancée des soldats et dernièrement un communiqué commun de 5 pays européens dont la France.

Cependant, la Haute cour de justice israélienne vient de rejeter le dernier recours des villageois contre la destruction. Le risque de destruction de Khan al Ahmar est imminent.

Nous apportons notre soutien indéfectible à la résistance populaire palestinienne qui, jour et nuit, depuis des semaines, face aux bulldozers et à l'armée israélienne protège le village de Khan al Ahmar et sa population.

Mais au-delà de la situation spécifique de ce malheureux village et de sa population (notons que plusieurs villages de cette zone ont déjà été détruits dans un silence assourdissant) c'est maintenant que doit cesser l'impunité totale dont jouit l'État d'Israël. Les condamnations verbales doivent être dépassées et il doit être mis fin à la stratégie du fait accompli.

C'est maintenant que les États doivent enfin passer des paroles aux actes en commençant par rompre immédiatement – ce qui est possible – toute relation avec la colonisation israélienne : ils doivent interdire les produits des colonies israéliennes sur le territoire européen et enjoindre les entreprises françaises complices de cette colonisation de se désinvestir sans plus attendre de ces contrats.

Plus particulièrement au niveau politique, c'est maintenant que la France doit reconnaître l'État de Palestine, près de 70 ans après avoir reconnu celui d'Israël, unilatéralement autoproclamé le 15 mai 1948. Le courage politique, c'est maintenant !

*Le Bureau national*  
*13 septembre 2018*